



联合国  
粮食及  
农业组织

Food and Agriculture  
Organization of the  
United Nations

Organisation des Nations  
Unies pour l'alimentation  
et l'agriculture

Продовольственная и  
сельскохозяйственная организация  
Объединенных Наций

Organización de las  
Naciones Unidas para la  
Alimentación y la Agricultura

منظمة  
الاغذية والزراعة  
للأمم المتحدة

F

# CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'EUROPE

## Trente et unième session

**Voronège (Fédération de Russie), 16-18 mai 2018**

**Rapport sur les conclusions des débats de la réunion conjointe de la Commission européenne des forêts (trente-neuvième session) et du Comité des forêts et de l'industrie forestière de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (soixante-quinzième session)**

## Résumé

Le Conseil de la FAO, à sa cent cinquante et unième session (mars 2015), et la Conférence de la FAO, à sa trente-neuvième session (juin 2015), après examen du document relatif à l'Évaluation des réformes de la gouvernance de la FAO (C2015/26 Rev.1), ont approuvé la proposition selon laquelle *«les priorités définies par les commissions techniques régionales sur les forêts et les pêches pourraient faire partie intégrante des rapports que les conférences régionales soumettent au Conseil à propos des priorités pour les activités de l'Organisation dans les régions»*.

La trente-neuvième session de la Commission européenne des forêts (CEF) et la soixante-quinzième session du Comité des forêts et de l'industrie forestière de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE) se sont tenues conjointement à Varsovie (Pologne) du 9 au 13 octobre 2017.

Le présent document de la Conférence régionale pour l'Europe fournit un résumé émanant du Secrétariat sur les questions qui intéressent la CEF. Le rapport de la session conjointe est disponible en intégralité sur le site Internet de la CEE: <http://www.unece.org/index.php?id=44709>.

Le code QR peut être utilisé pour télécharger le présent document. Cette initiative de la FAO vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement. Les autres documents de la FAO peuvent être consultés à l'adresse [www.fao.org](http://www.fao.org).



ERC31

## **Indications que la Conférence régionale est invitée à donner**

Les participants à la Conférence régionale souhaiteront peut-être:

- examiner le rapport succinct et approuver les recommandations;
- demander à la CEF de définir des domaines de travail prioritaires dans la région, lors de ses sessions futures, ainsi que des questions à porter à l'attention de la Conférence régionale pour l'Europe, à ses sessions futures, et d'en débattre.

### **I. Généralités**

1. La session conjointe de la Commission européenne des forêts (CEF) (trente-neuvième session) et du Comité des forêts et de l'industrie forestière de la Commission économique pour l'Europe (CEE) (soixante-quinzième session) s'est tenue à Varsovie (Pologne) du 9 au 13 octobre 2017, parallèlement à la quatrième Semaine européenne des forêts.

2. Y ont assisté plus de 280 participants de 42 pays (33 États membres de la CEF plus l'Union européenne), ainsi que des représentants de deux organisations intergouvernementales, de 28 organisations non gouvernementales (ONG), du secteur privé, d'entités locales, du monde universitaire et des médias.

3. Les participants à la session conjointe ont examiné et évalué des questions politiques et techniques intéressant les forêts dans la région, plus particulièrement les faits nouveaux mondiaux et régionaux en matière de politiques et leur incidence sur la région, l'Évaluation des ressources forestières mondiales 2020, les produits et services forestiers, les marchés et les investissements, l'adoption du Programme de travail intégré 2018-2021 de la CEF et du Comité des forêts et de l'industrie forestière, les activités de la FAO dans la région, le renforcement des travaux de l'Organisation sur les forêts boréales et les forêts tempérées, les recommandations du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE) du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), un nouveau document stratégique pour la FAO dans le domaine des forêts et les questions de gouvernance concernant l'Organisation.

### **II. Rapport succinct**

#### **A. Questions communes à la Commission européenne des forêts et au Comité des forêts et de l'industrie forestière**

##### *Contexte politique mondial et régional*

4. La Commission et le Comité ont invité la CEE et la FAO, dans la limite de leurs mandats respectifs, à:

- Continuer à fournir un appui aux pays pour la mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODD) et du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (dénommé ci-après le Programme 2030) dans la mesure où ils sont liés aux forêts, ainsi que du Plan stratégique des Nations Unies sur les forêts (2017-2030), en coopération avec les membres du Partenariat de collaboration sur les forêts (PCF) (par. 17a);
- Tenir les États membres et les autres parties prenantes informés de l'évolution des politiques forestières mondiales et régionales et contribuer à la réalisation des ODD ainsi qu'à la mise en œuvre et au processus d'examen du Plan stratégique des Nations Unies sur les forêts (2017-2030) (par. 17b);
- Poursuivre le suivi des forêts et les travaux prospectifs dans la région.

*Évaluation des ressources forestières 2020 – amélioration et rationalisation des rapports internationaux*

5. La Commission a demandé à la FAO de:

- Continuer à réfléchir à l'élaboration de la notion d'ensemble mondial essentiel et à contribuer à la collecte de données aux fins des indicateurs pertinents au regard de l'Évaluation des ressources forestières mondiales 2020 (par. 27a);
- Poursuivre l'élaboration et la mise en œuvre de la nouvelle plateforme en ligne de l'Évaluation des ressources forestières mondiales 2020, qui servira à communiquer, sur la base du volontariat, des contributions produites à l'occasion de manifestations, ainsi que des examens et des rapports annuels sur les indicateurs 15.1.1 et 15.2.1 des ODD (par. 27b).

6. La Commission et le Comité ont demandé à la FAO et à la CEE de continuer à travailler avec Forest Europe en vue de mettre en œuvre la collecte conjointe CEE/FAO/Forest Europe de données sur les forêts et leur gestion durable et de coordonner ces activités avec la transmission de données au niveau mondial, dans la mesure du possible et de manière rentable (par. 28).

*Programme de travail intégré 2018-2021 du Comité des forêts et de l'industrie forestière et de la Commission européenne des forêts*

7. La Commission et le Comité ont examiné et adopté leur Programme de travail intégré 2018-2021. Les participants ont décidé de donner au Programme de travail intégré le nom de «Programme de travail intégré de Varsovie», en hommage au pays hôte (par. 33).

**B. Questions intéressant la Commission européenne des forêts**

8. La Commission a demandé à la FAO:

- de rédiger un document d'information sur les activités régionales aux fins de la prochaine session de la Commission, y compris la création d'une plateforme d'information en ligne sur les activités de projet (par. 66a); d'encourager une participation plus large des différentes parties prenantes, en particulier celles issues du secteur forestier, au processus de programmation régional de la FAO (par. 66b); d'aider les pays à élaborer des stratégies et des mesures visant à prévenir les maladies et l'action des organismes nuisibles transfrontières des forêts et à lutter contre ces problèmes, ce qui permet d'accroître la vitalité des forêts dans le contexte du changement climatique (par. 66c);
- de continuer à appuyer la création et le fonctionnement de la plateforme du Réseau Europe et Asie centrale sur les espèces envahissantes des forêts et la mise en œuvre de ses activités (par. 69a); de faciliter les activités du Réseau Europe et Asie centrale sur les espèces envahissantes des forêts en matière d'établissement de liens et de coopération avec le Réseau européen d'information sur les espèces exotiques, qui relève du Centre commun de recherche de la Commission européenne, et avec d'autres initiatives européennes (par. 69b); d'entreprendre des travaux transversaux et interdépartementaux, notamment dans le cadre des principaux axes de travail et/ou des initiatives régionales du Bureau régional pour l'Europe et l'Asie centrale pertinents, définis dans le Cadre stratégique de la FAO (par. 69c);
- de soutenir les pays de la région dans leurs efforts visant à planifier et à mettre en œuvre des activités relatives à la restauration des forêts et autres terres dégradées, en particulier dans le cadre du Mécanisme de restauration des forêts et des paysages (par. 72a); d'aider les pays à formuler des définitions cohérentes de la notion de «forêt dégradée» au regard de la Convention sur la diversité biologique et des objectifs d'Aichi (par. 72b); de renforcer la coopération avec les partenaires régionaux, afin de promouvoir la restauration des terres

dégradées, en particulier en participant directement aux partenariats et initiatives mondiaux, comme le Partenariat mondial sur la restauration des forêts et des paysages, le Réseau international de forêts modèles et l'initiative Des paysages pour les gens, l'alimentation et la nature, ou en travaillant avec les membres du PCF (par. 72c); de rechercher la participation active de fournisseurs de ressources multilatéraux, bilatéraux et du secteur privé, y compris le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), le Fonds vert pour le climat et les banques régionales et multilatérales de développement, afin de pouvoir aider davantage les États membres et les organisations régionales d'intégration économique dans le domaine de la restauration des forêts et des paysages (par. 72e);

- de continuer à i) renforcer son appui opérationnel et informatif aux États membres d'Europe et d'Asie centrale dans le domaine des forêts boréales comme des forêts tempérées; ii) envisager de coopérer plus activement avec les mécanismes existants plutôt que de créer une plateforme supplémentaire et iii) encourager ces mécanismes à essayer de collaborer davantage avec la FAO et la CEE, le cas échéant (par. 82);
- de renforcer l'intégration des programmes spécifiquement dédiés aux forêts (notamment le Mécanisme forêts et paysans, la restauration des forêts et des paysages, les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale, les travaux sur l'agroforesterie et la foresterie urbaine) et d'autres activités opérationnelles relatives aux forêts dans les initiatives régionales du Bureau régional de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale, en tenant compte des rôles multifonctionnels des forêts (par. 86a); d'aider les pays à renforcer la contribution des forêts et des arbres à la sécurité alimentaire et à la nutrition, en particulier les pays qui en ont le plus besoin; de soutenir et de promouvoir le rôle des femmes dans le secteur forestier et la sécurité alimentaire (par. 86b); d'identifier, de documenter et de diffuser les meilleures pratiques en matière d'intégration de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans la gestion des forêts; d'élaborer des directives pour l'intégration des objectifs de sécurité alimentaire et de nutrition dans les politiques forestières et dans les politiques relatives à des secteurs connexes, ainsi que dans les politiques et les pratiques de gestion des forêts (par. 86c);
- d'aider les pays à renforcer leur capacité d'assurer le suivi des indicateurs des ODD relatifs aux forêts et à conforter les contributions plus générales des forêts aux ODD (par. 98a); de continuer à contribuer au Programme d'action mondiale pour le climat et de promouvoir les initiatives, projets et programmes liés aux forêts à la COP23 ainsi que d'aider les pays à élaborer leurs propositions en lien avec les forêts et les autres utilisations des terres à destination du Fonds vert pour le climat (par. 98b); d'informer le Comité des forêts à propos des plans et des progrès réalisés dans l'établissement de la plateforme en faveur de l'intégration de la biodiversité, ainsi que sur les activités de la FAO relatives à la promotion de la conservation et de l'utilisation durable de la diversité biologique des forêts (par. 98c); de contribuer à ce que le rôle des forêts soit dûment inclus dans les stratégies de la Convention sur la diversité biologique au-delà de 2020 (par. 98d); de réfléchir à la manière et aux moyens de contribuer à renforcer la contribution du secteur forestier à l'intégration de la biodiversité (par. 98e); de contribuer aux travaux du Forum des Nations Unies sur les forêts (FNUF), notamment par l'intermédiaire de travaux d'analyse, comme le rapport sur la *Situation des forêts du monde* et l'Évaluation des ressources forestières mondiales, et d'aider les pays, à leur demande, à élaborer des contributions nationales volontaires (par. 98f); de renforcer son rôle de chef de file au sein du PCF et de chercher à renforcer l'appui à la mise en œuvre du Plan stratégique des Nations Unies sur les forêts (2017-2030), notamment en présentant le plan de travail du PCF et la recommandation en faveur d'un ensemble mondial d'indicateurs de base sur les forêts à la treizième session du FNUF et au Comité des forêts en 2018 (par. 98g).

9. La Commission a formulé des recommandations concernant la Conférence régionale pour l'Europe (annexe Ia) (par. 106) et l'ordre du jour du Comité des forêts (annexe Ib) (par. 105).

10. Il est prévu que la prochaine session de la Commission soit une session conjointe de la Commission et du Comité, qui se tiendra en 2019 dans la Fédération de Russie (par. 110).

## Annexe I

## Recommandations de la Commission européenne des forêts

## a) Recommandations de la Commission européenne des forêts à l'intention de la Conférence régionale pour l'Europe

<i>Questions prioritaires soumises à la Conférence régionale pour examen</i>	<i>Résultats attendus (information/débat/décision)</i>	<i>Activités complémentaires éventuelles de la FAO</i>
Rapport de la trente-neuvième session de la Commission européenne des forêts	Information/débat	Sur la base de l'approbation par la Conférence régionale de la FAO pour l'Europe de l'intégration de priorités régionales dans le Programme de travail et budget (PTB) ( <i>N. B.: parallèlement au Comité des forêts</i> )

## b) Recommandations de la Commission européenne des forêts à l'intention du Comité des forêts (questions susceptibles d'être ajoutées à l'ordre du jour)

<i>Questions prioritaires soumises au Comité des forêts pour examen</i>	<i>Résultats attendus (information/débat/décision)</i>	<i>Activités complémentaires éventuelles du Comité des forêts et de la FAO</i>
Contribution des forêts à la réalisation des ODD	Débat/décision	Indications à l'intention des membres et de la FAO
Renforcement de la contribution à l'Arrangement international sur les forêts	Débat/décision	Indications à l'intention du Comité des forêts et de la FAO afin d'améliorer leur collaboration et leur contribution
La question des forêts et du changement climatique à l'issue de la vingt et unième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC)	Débat/décision	Indications à l'intention du Comité des forêts et de la FAO en vue d'une action de suivi
Feux de forêt	Débat/décision	Indications à l'intention de la FAO afin d'améliorer ses activités sur les feux de forêt
Information sur les forêts	Débat/décision	Indications à l'intention de la FAO afin que l'Organisation définisse son programme relatif à la collecte, à l'analyse et à la diffusion de l'information sur les forêts, notamment l'Évaluation des ressources forestières et les critères et indicateurs
Jeunesse et éducation	Débat/décision	Indications à l'intention des membres et de la FAO afin d'intégrer la question des jeunes dans les politiques forestières et de renforcer l'enseignement forestier
Réflexion sur la révision de la stratégie forestière	Débat/décision	Indications à l'intention de la FAO afin de renforcer la contribution des forêts et du secteur forestier au développement durable